

**Fonds de consolidation de la paix du Secrétaire général
MODÈLE DE DOCUMENT DE PROJET**



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DU PROJET PBF

(Longueur: 12 pages maximum plus la page de couverture et les annexes)

Pays : Niger	
Titre du Projet: Action de la jeunesse pour la cohésion sociale à Tillabéry (ACT Jeunesse)	
Numero du Projet : MPTF-O Gateway (if existing project): 00113457	
PBF modalité du projet: <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Si le financement est versé à un fonds fiduciaire national ou régional <input type="checkbox"/> Fond fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fond fiduciaire régional Nom du fond recipiendaire:
Énumérer toutes les organisations directement bénéficiaires du projet (à commencer par l'agence de coordination), le type d'organisation suivi (ONU, OSC, etc.): Mercy Corps, organisation non gouvernementale internationale enregistrée au Niger Énumérer d'autres partenaires d'exécution, gouvernementaux et non gouvernementaux : Cercle Dev, CSO national au Niger Jeunesse-Enfance-Migration-Développement (JMED), OSC nationale au Niger	
Date prévue pour le début du projet: 18/12/2018 Durée du projet en mois: 18 mois (+ 4 mois) : 22 mois Zones géographiques pour la mise en œuvre du projet: région de Tillabéri, Niger (Ayorou, Banibangou, Bankilaré et Tera)	
Le projet relève-t-il de l'une des fenêtres de priorité PBF spécifiques ci-dessous: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition de missions de maintien de la paix ou de missions politiques spéciales de l'ONU ou de régions <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget total du projet approuvé par le PBF* (par organisation bénéficiaire): Tranche 1: 525 000 \$ Tranche 2: 525 000 \$ Tranche 3: 450 000 \$ Total: 1 500 000 \$ <small>* Le budget global approuvé et le déblocage de la deuxième tranche et de toute tranche ultérieure sont conditionnels et soumis à l'approbation de PBSO, sous réserve de la disponibilité des fonds sur le compte du FBP. Pour le paiement des deuxièmes tranches et des tranches suivantes, l'organisme</small>	

de coordination doit démontrer des dépenses / engagements d'au moins 75% de la tranche précédente et fournir tous les rapports PBF dus au cours de la période écoulée.

Tout autre financement existant pour le projet (montant et source):

Budget total du projet: **1 500 000 dollars**

PBF 1st tranche:	PBF 2nd tranche*:	PBF 3rd tranche*:	
Cercle Dev: \$ 98,114	Cercle Dev: \$ 98,114	Cercle Dev: \$84,098	
JMED: \$ 98,114	JMED: \$ 98,114	JMED: \$ 84,098	
Mercy Corps: \$ 328,772	Mercy Corps: \$ 328,772	Mercy Corps: \$ 281,804	
Total: \$525,000	Total: \$525,000	Total: \$450,000	

Deux à trois phrases avec une brève description du projet et une explication succincte de la manière dont le projet est sensible au temps, catalytique et tolérant les risques / innovant: Ce projet répond au besoin urgent de traiter le recrutement de jeunes Nigériens par des organisations extrémistes violentes (VEO) sur la région frontalière de Tillabéri au Niger. Basé sur une recherche menée par Mercy Corps à Tillabéri en 2017 et mettant à l'essai un outil destiné aux communautés les plus exposées au recrutement par ces groupes, le programme mettra en œuvre un ensemble d'activités visant à renforcer la cohésion sociale entre différents groupes ethniques et à faire entendre la voix des jeunes dans la gouvernance et consolidation de la paix

Résumez le processus de consultation et d'approbation de projet dans le pays avant sa soumission au PBSO, y compris par l'intermédiaire de tout comité directeur du PBF: Mercy Corps a établi un contact avec les communautés de Tillabéri lors du test de son outil de sélection de village VRAI en octobre 2017. Nous avons développé cette proposition en partenariat avec nos deux partenaires locaux, Cercle Dev et JMED, à travers une série de réunions tenues de février à août 2018. Mercy Corps et les deux organisations partenaires ont déjà établi des connexions dans les zones cibles. Cercle Dev est déjà en contact avec associations de jeunes intéressées à participer au programme.

Score de la mesure du genre du projet: 2

Spécifiez les% et le% du budget total alloué au projet alloué aux activités de recherche directe de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes: 631 078 \$ (42%)

Score de la mesure du risqué du projet: 0¹

Sélectionnez le domaine d'intervention PBF qui résume le mieux l'objet du projet (n'en sélectionnez qu'un seul):

Résultat 1: Les jeunes des divers groupes ethniques dans 30 villages augmentent leur engagement social et économiques au sein de leurs communautés.

Le cas échéant, le ou les **résultats du PNUAD** auxquels le projet contribue:

Le cas échéant, **objectif de développement durable** auquel le projet contribue:

Objectif 5: égalité des sexes

Objectif 16: Promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives

¹ Marqueur de risque 0 = faible risque d'atteinte des résultats
Marqueur de risque 1 = risque moyen d'atteindre les résultats
Marqueur de risque 2 = risque élevé d'atteinte des résultats

<p>Type de soumission:</p> <p><input type="checkbox"/> Nouveau projet <input checked="" type="checkbox"/> Révision du projet</p>	<p>S'il s'agit d'une modification de projet, sélectionnez toutes les modifications qui s'appliquent et fournissez une brève justification:</p> <p>Prolongation de la durée: <input checked="" type="checkbox"/> Durée supplémentaire en mois: 4 mois Changement de résultat / portée du projet: <input type="checkbox"/> Changement d'allocation budgétaire entre les résultats ou les catégories budgétaires de plus de 15%: <input checked="" type="checkbox"/> pour les 4 catégories suivantes :</p> <p>2. Supplies, commodities, materials : 96% 3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation) : - 50% 4. Contractual services : - 35% 5. Travel : 26%</p> <p>Budget PBF supplémentaire: <input type="checkbox"/> Montant supplémentaire par organisation bénéficiaire: XXXXXX USD</p> <p>Brève justification de l'amendement:</p> <p><i>Remarque: S'il s'agit d'une modification, indiquez toute modification apportée au document de projet en ROUGE ou en mode SUIVI, en veillant à ce qu'un nouveau cadre de résultats et des tableaux budgétaires soient inclus avec des modifications clairement visibles. Toutes les parties du document qui ne sont pas affectées doivent rester les mêmes. De nouvelles signatures de projet sont requises.</i></p> <p>Cette requête vise une extension sans cout du projet qui est actuellement à 50 % de taux d'exécution des activités, 58 % de consommation budgétaire pour 83 % de durée écoulée.</p> <p>Plusieurs facteurs ont entraîné des retards dans la mise en œuvre, modifiant le plan de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contexte sécuritaire en dégradation constante ces derniers mois : L'année 2019 a été marquée par une constante dégradation de la situation au Niger dans la région de Tillabéri et particulièrement dans les départements frontaliers du Mali et du Burkina-Faso (zone d'intervention du projet). L'accessibilité à nos communautés a été très difficile tout au long du projet dû à la présence des groupes armés au sein de nos communautés d'intervention. Le climat de suspicion au sein des communautés nous conduit à, sans cesse, repenser nos interventions, actualiser nos pratiques et échanger beaucoup avec nos communautés pour gagner leur confiance et leur engagement dans le projet et s'assurer que nous les protégeons. L'achat d'un véhicule a été inenvisageable dès le début du projet du aux vols de véhicules organisés par les groupes armés. Après accord de l'UNPBF, nous avons loué véhicules pour la réalisation des activités terrain au lieu d'acheter un véhicule. Cela explique la variation budgétaire entre les lignes « Equipment, Vehicles, and Furniture : - 50% » et « Travel : + 26% ». L'insécurité dans laquelle vivent nos communautés nous a aussi conduit à opérer
---	---

	<p>un changement programmatique majeur sous le résultat 1 qui est l'appui socio-économique aux jeunes. En effet, les business plans des jeunes seront soutenus par l'achat et la fourniture des biens matériels nécessaires dans le cadre de la réalisation des business plans des jeunes au lieu de distribution de cash. Cela explique les variances budgétaires entre supplies (+96%) et contractual (-35%). Afin de pouvoir mener les activités, nous nous appuyons sur les agents terrain de nos partenaires d'intervention qui ont été recrutés au sein des communautés d'intervention. Les points focaux et mentors qui ont été choisis et formés durant la première année du projet Youth ACT constituent des relais du projet auprès des communautés. Pour chaque activité, nous évaluons avec eux la faisabilité dans les meilleures conditions sécuritaires possibles en terme de déplacement et regroupements. Par ailleurs, nous nous appuyons, en plus de nos partenaires sous-contractants (Cercle Dev et JMED) sur les représentations régionales, départementales et communales du Conseil National de la Jeunesse, les services déconcentrés du Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant. Ces partenaires, présents au niveau local, constituent des relais du projet et garantissent la durabilité des interventions. La réflexion sur les mesures d'adaptation est constante.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande de suspension des activités des ONG par l'Etat à deux reprises : En mai 2019 puis en fin octobre 2019, l'Etat a imposé aux ONG l'utilisation d'escortes armées pour se rendre sur le terrain. Les vols de véhicules des ONG et institutions durant l'année et la fréquence des attaques ont conduit l'Etat à imposer ces mesures. La politique de Mercy Corps, en respect des principes humanitaire, ne permet pas d'utiliser les escortes armées. Cette interdiction a donc considérablement retardé les activités du projet. Mercy Corps évalue constamment l'évolution de la situation et a ajusté sa méthodologie d'intervention au fur et à mesure, afin de continuer à intervenir malgré ces mesures. Les agents terrain de nos partenaires, localisés dans les départements se sont déplacés avec les transports en commun, assurant un suivi dans les villages d'intervention. Enfin, Mercy Corps travaille avec les services techniques de l'Etat et le Conseil National de la Jeunesse pour la mise en œuvre de certaines activités du projet. Le secrétariat de l'UNPBF au Niger a été régulièrement tenu informé de ces ajustements. - La pandémie du COVID 19, survenue en février 2020 vient s'ajouter à ces facteurs en ralentissant la mise en œuvre des activités pour les derniers mois du projet. Le 17 mars 2020, le message à la nation du Président de la République du Niger, son excellence, Mr Mahamadou Issoufou a demandé aux nigériens de respecter un certain nombre de mesures pour éviter la propagation de l'épidémie et notamment l'interdiction des rassemblements, ateliers et séminaires. Puis, le 20 mars 2020, ce sont les transports en commun qui sont suspendus.
--	--

	<p>Dernièrement, le 28 mars la ville de Niamey a été mis en isolation sanitaire bloquant tous mouvements entre la ville et le reste du pays. Cette situation nous a conduit à stopper les activités du projet. Un plan de contingence a été développé et des réflexions ont été menées pour repenser la méthodologie de mise en œuvre des activités et revue au fur et à mesure que l'état à dérouler ses mesures pour palier à la situation du COVID-19 au Niger. En dehors de cela, Mercy Corps a un devoir d'information, de sensibilisation et de soutien auprès de ses communautés d'intervention. En ce sens, des activités de sensibilisation et de soutien ont déjà commencées et nous souhaitons les renforcer par des sensibilisations plus systématiques, de l'information sur les mesures d'hygiène et les mesures prises par l'Etat à faire respecter mais aussi sur la distribution de kits d'hygiène aux communautés du projet. De plus, certaines activités devront être réalisées différemment à cause de cette situation de pandémie (à distance, via appels téléphoniques, sans rassemblement, en petits groupes ou porte à porte, via les réseaux sociaux, etc.).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par ailleurs, sous l'outcome 1 (Youth across diverse ethnic groups in 30 villages increase their positive social & economic engagement in communities », under ouput 1.3 « Youth across ethnic divisions participate in and promote economic and development activities in their communities », nous souhaitons ajouter des activités économiques pour les jeunes. En effet, en vue de l'impact économique de la pandémie, et le besoin de positionner les jeunes sur de nouveaux métiers, nous avons décidé d'ajouter des activités de soutien socio-économique novatrice à travers la formation de jeunes à l'application du revêtement d'isolation thermique « Cool Roofs » qui sera utilisé pour protéger les infrastructures communautaires de la chaleur excessive. Cela explique également l'augmentation de la ligne budgétaire « supplies, commodities, materials ». En effet, nous allons fournir la matière première de revêtement cool roof, former les jeunes à leur application et employer ces jeunes pour réhabiliter quelques infrastructures communautaires. Ces jeunes réhabiliteront les infrastructures communautaires des partenaires du projet avec lequel nous avons travaillé (mairie, Préfecture, maison des jeunes, radios communautaires, etc.). Cela contribuera à renforcer l'image positive des jeunes au niveau de la communauté. On peut aussi faire l'hypothèse que les infrastructures communautaires réhabilitées, étant isolées thermiquement, seront plus fréquentées. En outre, ces jeunes seront formés au métier de peintre et à l'application de cette technologie Cool Roof, ce qui pourra leur permettre de déboucher sur une activité professionnelle, à l'issue du projet. Mercy Corps travaille sur cette thématique à travers d'autres projets et avec les secteurs privés. Il existe donc une forte opportunité de relier les jeunes formés dans le cadre du projet Youth ACT à l'application de cette technologie de revêtement et
--	--

	<p>de refroidissement aux entreprises privées qui cherchent à employer des jeunes pour des chantiers spécifiques. Cela pourrait offrir un emploi permanent ou saisonnier et aider à diffuser les nouvelles technologies dans les zones rurales et éventuellement permettre aux jeunes et aux groupes de jeunes de devenir des entrepreneurs pour cette technologie au milieu rural tout en ayant des liens avec des fournisseurs de revêtements à Niamey ou Tillabéri ville. Nous savons que la création d'opportunités économiques pour les jeunes est un facteur important permettant de protéger les jeunes de l'enrôlement dans les groupes armés.</p>

Signatures du projet:

<p>Organisations récipiendaires²</p> <p><i>Non du représentant: Craig Redmond</i></p> <p><i>Signature :</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p>Craig Redmond 05/20/2020 15:17 PDT</p> <p><i>Non de l'agence : Mercy Corps</i></p> 	<p>Représentant des autorités nationales</p> <p><i>Non de l'homologue gouvernemental</i></p> <p>Mahamadou ABOU TARKA</p> <p><i>Signature</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p><i>Titre : Président de la HACP</i></p> <p><i>Date & Seal</i></p> 
<p>Chef de l'équipe de pays des Nations Unies</p> <p><i>Nom du représentant</i></p> <p>KHARDIATA LO N'DIAYE</p> <p><i>Signature</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p><i>Titre</i> Coordonnateur Résident ai</p> <p><i>Date & Seal</i></p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p><i>Nom du représentant</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p><i>Signature</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p><i>Sous-secrétaire général du Bureau d'appui à la consolidation de la paix</i></p> <p><i>Date & Seal</i></p> <p style="text-align: center;">28 mai 2020</p>

² Veuillez inclure un bloc de signature distinct pour chaque organisation destinataire directe dans le cadre de ce projet.

I. Contexte de la consolidation de la paix et justification du soutien du PBF (4 pages maximum)

- a) Un bref résumé des résultats de l'analyse des conflits en relation avec ce projet, en mettant l'accent sur les facteurs de tension / conflit que le projet vise à aborder et une analyse des principaux acteurs / parties prenantes qui ont un impact sur ou sont affectés par les facteurs déterminants que le projet aura pour objectif d'engager. Cette analyse doit être sensible au sexe et à l'âge.

Les organisations extrémistes violentes (VEO) s'installent sur un nouveau territoire en Afrique de l'Ouest: elles fusionnent, se scindent et se reforment en de nouvelles itérations. Ils entraînent une détérioration de la cohésion sociale, de l'harmonie communautaire et des relations et du dialogue intercommunautaire. Ces développements représentent une menace sérieuse pour la sécurité et entravent les efforts humanitaires et de consolidation de la paix dans une région déjà fragile, avec une majorité croissante de jeunes en quête de place dans la société mais souvent dépourvus d'éducation, de possibilités ou de voix forte pour se défendre stabilité. Leurs griefs fournissent aux VEO de nombreux outils pour manipuler et mobiliser les jeunes en exacerbant les clivages sociaux et politiques. Bordant sept pays, y compris le territoire de nombreux VEO, le Niger se trouve au confluent de ces tendances plus larges. À l'ouest, le Mali, où le paysage VEO continue d'évoluer malgré la signature de l'accord de paix de 2015, tandis que Boko Haram est actif au Nigéria, au sud de sa frontière avec la région de Diffa, depuis 2009.

La présence de ces groupes est un facteur de déstabilisation et leurs activités entravent le développement et les échanges commerciaux, amplifient les tensions communautaires et intergénérationnelles sous-jacentes et nourrissent des activités criminelles telles que le trafic de drogue, d'êtres humains et d'armes à feu. À Tillabéri, la région cible de ce projet, l'état d'urgence a été déclaré en raison de l'impact de l'activité VEO et a été prolongé en mars 2018.

Le programme proposé «Youth ACT» (Action de la jeunesse pour la cohésion sociale à Tillabéri)

Conflits drivers au Niger				
Politique / Gouvernance	Economique	Ecologique	Social	Sécurité
Le gouvernement central est en proie à des relations instables et à des tensions entre le gouvernement, l'opposition et la société civile	Taux élevé d'emploi ou de sous-emploi chez les jeunes	Sécheresses de plus en plus fréquentes, dégradation de l'environnement et rareté des pâturages	Tensions ethniques dormantes pouvant être aggravées par des luttes pour des ressources ou par l'influence d'acteurs externes	Tensions ethniques dormantes pouvant être aggravées par des luttes pour des ressources ou par l'acte externe
Mauvaise gestion des ressources naturelles et lois peu claires régissant la propriété et l'utilisation (notamment l'extraction de terres, d'eau et de minéraux)	Restriction des échanges transfrontaliers, marchés fermés et liberté de circulation sur les marchés touchés par l'insécurité	L'impact des zones pastorales sur les terres agricoles	Extrémisme islamique croissant et influences fondamentalistes malgré la tendance historique à la tolérance	Extrémisme islamique croissant et influences fondamentalistes malgré la tendance historique à la tolérance
Répartition faible ou inégale des services publics		Pression démographique aggravant la disponibilité des ressources	Inégalités intergénérationnelles	Inégalités intergénérationnelles

vise à mettre en œuvre un ensemble intégré d'activités de consolidation de la paix à Tillabéri, ciblant les communautés où le risque de recrutement par les VEO et la détérioration de la cohésion

sociale est particulièrement élevé. Il impliquera des jeunes hommes et femmes âgés de 15 à 29 ans dans des activités socio-économiques et de gouvernance aux côtés de dirigeants de communautés et d'acteurs de la gouvernance qui appuient leur insertion sociale, économique et politique pour accroître les dividendes de la paix. Le programme répond aux conclusions des recherches menées par Mercy Corps à l'automne 2017 dans le cadre de son Initiative d'évaluation de la vulnérabilité et de la résilience visant à lutter contre l'extrémisme violent (VRAI) dans la région de Tillabéri, qui a testé une méthodologie permettant de classer les villages en fonction de leur vulnérabilité au recrutement par les VEO et a offert un aperçu des facteurs de vulnérabilité et de résilience liés au recrutement de VEO à Tillabéri. Il s'appuie également sur les expériences de Mercy Corps et de ses partenaires, Cercle Dev et Jeunesse-Enfance-Migration-Développement (JMED), qui ont mis en évidence la nécessité de programmes favorisant l'intégration socio-économique des jeunes, de (re) nouer des relations dialogue inclusif dans la gouvernance. Les sections ci-dessous examinent chacun de ces facteurs de résilience à la participation des jeunes aux VEO, offrant une analyse contextuelle qui constitue la base de la conception de Youth ACT.

L'importance de l'intégration socio-économique des jeunes de Tillabéri

Les jeunes de la région de Tillabéri sont confrontés aujourd'hui à une détérioration des perspectives économiques. Alors que la sécurité s'est détériorée, le gouvernement a fermé les marchés pour réduire l'activité illicite et d'autres marchés sont inaccessibles en raison d'attaques sur les routes. Environ 50% des habitants de Tillabéri n'ont actuellement pas un accès suffisant à la nourriture. Comme dans le reste du pays, Tillabéri connaît une croissance démographique rapide dans un contexte de raréfaction de l'environnement, alors que son économie est alimentée par des activités dépendantes des ressources naturelles telles que l'agriculture, le pastoralisme et la pêche. Pour les jeunes qui ont au départ peu de ressources, cela se traduit par un manque de possibilité de développer des moyens de subsistance durable et de s'intégrer pleinement dans la société. Les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables: seules 25% des jeunes femmes de Tillabéri âgées de 20 à 24 ans occupent un emploi, contre 72% des jeunes hommes. Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes (66,2% des femmes; 50,3% des hommes) de ne pas avoir achevé leurs études. Ce chiffre est plus élevé pour les femmes mariées (80% des femmes), probablement le produit du fort taux de mariage précoce et de maternité.

Lors d'enquêtes auprès des ménages, le pilote de l'outil VRAI de Mercy Corps à Tillabéri a révélé un lien clair entre le manque d'opportunités économiques et la perception locale des raisons pour lesquelles les jeunes ont adhéré au VEO. « La facilité d'accès aux gains personnels et financiers » était le facteur de vulnérabilité individuelle le mieux classé à Tillabéri, cité par 90% des 207 ménages participants interrogés dans 10 villages, suivis du manque d'opportunités d'emploi (29%) et de la mauvaise qualité de l'enseignement. (27%). Une étude sur la jeunesse et la consolidation de la paix au Niger réalisée par Search for Common Ground en 2017 a reflété les mêmes conclusions lors de 18 discussions de groupe dirigées tenues avec des jeunes âgés de 18 à 30 ans à travers le pays. Les jeunes de Tillabéri ont particulièrement insisté sur l'importance des facteurs économiques pour la paix et la sécurité, en expliquant que la participation aux activités de groupes violents peut générer un revenu rapide, impossible à obtenir ailleurs.

Depuis les rébellions touarègues des années 1990, ces conditions économiques se sont combinées au trafic d'armes croissant le long de la région frontalière pour créer un « métier des armes » - des opportunités pour les jeunes hommes de gagner leur vie comme mercenaires dans l'un des conflits régionaux ou de participer à des conflits armés. Autres activités violentes ou criminelles. À partir de 2012, avec la crise au Mali, de plus en plus de groupes extrémistes parmi

lesquels les jeunes hommes ont le choix, à commencer par le MNLA, puis par Al-Qaïda au Maghreb islamique, par le mouvement militant du MUJAO, etc. Certains jeunes deviennent des membres à long terme de ces groupes, tandis que d'autres sont des supporters peu fréquents. Ils bénéficient souvent de leur participation sous forme d'accès aux pâturages, à l'eau ou aux armes pour se défendre. La participation à VEO apporte également de nombreux avantages sociaux, notamment un sentiment d'appartenance et un but dans la vie, et renforce les normes masculines qui associent l'agression à la force et à l'honneur.

Le potentiel du rôle de la cohésion sociale accrue pour les dividendes de la consolidation de la paix.

Outre les besoins socio-économiques pressants, le contexte actuel de Tillabéri présente le risque d'une rupture des relations entre les différents groupes de la région et au sein de ceux-ci. Les conflits liés aux ressources entre agriculteurs et éleveurs ou entre différents groupes d'éleveurs peuvent approfondir les divisions ethniques et ces conflits se mêlent à l'activité de VEO dans la région. L'appartenance au groupe VEO est en grande partie, mais pas exclusivement, alignée sur l'ethnie. La stratégie du gouvernement pour remédier à la situation en matière de sécurité a utilisé des alliances avec des groupes tels que MSA et Gatia, dominés par les Touaregs, tandis que les Peuls sont souvent associés au MUJAO. Les affrontements entre ces groupes se sont intensifiés, amplifiant le dialogue public tendu sur les responsables.

Malgré cela, traditionnellement et historiquement, de nombreuses sources de cohésion sociale ont contribué à réduire les conflits et la violence à Tillabéri. Les habitants de la région sont habitués aux interactions régulières entre ethnies à travers diverses activités économiques et sociales. Beaucoup parlent la langue de plusieurs groupes ethniques et l'intégration avec les communautés de l'autre côté de la frontière est renforcée par l'interdépendance économique et les liens familiaux. Les pratiques culturelles telles que la plaisanterie par le cousin sont des moyens acceptés de régler les différends interpersonnels. En outre, la forme de l'islam pratiquée historiquement au Niger, l'islam malékite, enseigne la tolérance à l'égard des personnes de groupes et de religions différents. Les résultats du projet pilote VRAI à Tillabéri ont révélé que les membres de la communauté considéraient le dialogue inter et intra-communautaire comme la principale source de résilience au recrutement des VEO (mentionné par 51% des participants à l'enquête auprès des ménages), suivi de près par la conviction religieuse (46% des participants). Cela suggère que la facilitation des relations et des interactions par le biais de pratiques traditionnelles pourrait être essentielle pour prévenir le recrutement de jeunes et réduire les conflits.

Les jeunes en tant que bâtisseurs de la paix et l'impératif pour que leurs voix soient entendues.

Les travaux de consolidation de la paix à Tillabéri et les efforts pour contrer les VEO devront inévitablement répondre aux besoins de multiples groupes et s'attaquer à des problèmes complexes allant de la gestion des ressources naturelles à la protection et à la sécurité des populations locales. En tant que base pour cela, une gouvernance forte et inclusive est essentielle. Fort de son expérience, l'approche adoptée par Mercy Corps en matière de prévention des conflits repose sur une cohésion sociale accrue par le biais d'un dialogue entre les membres de la communauté afin de parvenir à un consensus sur des questions importantes. À Tillabéri, ce dialogue se déroule dans de nombreux espaces, des associations de villages aux organisations locales de la société civile, en passant par les forums au niveau des villages et des villes. Avec le processus de décentralisation, la gouvernance aux niveaux communal et régional a été renforcée, bien que la capacité de ces structures et la transparence avec laquelle elles fonctionnent soient encore très insuffisantes. Le gouvernement national est souvent qualifié d'instable et de parti pris pour le parti au pouvoir, mais il existe de nombreuses structures pour traiter les problèmes de conflit, de sécurité et de

consolidation de la paix, telles que la Haute autorité de consolidation de la paix (HACP), le Conseil national de dialogue politique. (CNPD), et la SDS Sahel Niger.

Les jeunes au Niger, y compris dans la région de Tillabéri, décrivent souvent leur frustration devant le manque de voix dans la gouvernance, alors que ceux âgés de moins de 24 ans représentaient 66% de la population au recensement de 2012. Les jeunes, et les femmes en particulier, ont joué un rôle dans la sensibilisation de leurs communautés à la consolidation de la paix par le passé, en organisant des campagnes utilisant des médias de toutes sortes. Cependant, il y a un manque d'engagement significatif des jeunes et d'initiatives formelles pour les jeunes. La société nigérienne met fortement l'accent sur le rôle des personnes âgées dans la gouvernance et la résolution des conflits, isolant les jeunes des structures de gouvernance et sociales formelles et informelles où ils pourraient faire connaître leurs besoins et leurs points de vue. Les jeunes femmes ont encore moins voix au chapitre et sont souvent préoccupées par le travail ménager et les obligations qui les empêchent de participer pleinement à la prise de décision et à la consolidation de la paix alors qu'elles sont particulièrement exposées à la violence. En revanche, les jeunes hommes sont souvent accusés d'activités violentes ou criminelles et sont activement recrutés par des groupes de la région. Pour que la gouvernance à Tillabéri devienne vraiment inclusive, il faut corriger les perceptions négatives des jeunes et leur donner une chance d'avoir une réelle influence sur la prise de décision dans leurs communautés.

b) Une brève description de la manière dont le projet s'aligne sur / soutient **les cadres stratégiques** existants du gouvernement et des Nations Unies, comment il garantit l'appropriation nationale et comment le projet complète / renforce toute autre intervention pertinente dans ce secteur / domaine, y compris les leçons tirées de l'appui précédent du PBF.

Cadres gouvernementaux et appropriation nationale: Cette activité est une extension locale des politiques et des plans au niveau national mis en œuvre, entre autres, par le HACP, le ministre de l'Intérieur - Sécurité publique et Décentralisation, le ministre de la Défense et le SDS-Niger. Sahel. Il s'inscrit parfaitement dans le troisième objectif de la vision et du plan d'action 2014-2018 du HACP, «Prévenir efficacement les conflits et les crises» grâce à son soutien à la gouvernance inclusive, et reflète l'approche de la sécurité et du développement préconisée concurrentiellement dans la vision du pays. Développement 2035. Concrètement, Youth ACT signera des protocoles d'accord avec les agences concernées afin d'aligner les interventions sur leurs efforts et de susciter leur intérêt pour un investissement ou une coordination plus poussés avec les communautés desservies par ce projet lors de sa cessation progressive.

United Nations Frameworks : Youth ACT contribuera au plan prioritaire de consolidation de la paix pour le Niger, en particulier dans les domaines prioritaires suivants: 1) répondre aux besoins socio-économiques des jeunes à risque dans les régions frontalières du Niger et 2) soutenir la capacité des institutions de gouvernance locales à construire la paix et promouvoir la cohésion sociale. Les activités relevant du Résultat 1 d'ACT Jeunesse sont conçues pour impliquer directement les jeunes dans le développement socio-économique de leur communauté. Sous les résultats 2 et 3 de Youth ACT, le programme augmentera la capacité des dirigeants communautaires et des responsables gouvernementaux à promouvoir la paix et à atténuer les conflits à tous les niveaux de gouvernance.

UNPBF et autres projets locaux de consolidation de la paix: Youth ACT consultera l'UNPBF et d'autres organisations concernées au démarrage du programme sur les avantages ou les inconvénients du travail dans des zones géographiques couvertes par une programmation antérieure similaire. Il s'appuiera sur les réussites passées des projets de l'UNPBF au Niger, en

gardant à l'esprit les leçons apprises, notamment en travaillant au niveau de la communauté locale pour influencer sur les changements d'attitudes, de comportements et de relations sociales, et en fournissant aux jeunes hommes et femmes de sexe et d'âge soutien spécifique. Il s'appuie également sur les enseignements tirés du programme PDEV II, qui incorpore une programmation des médias radiophoniques pour modifier avec succès les perspectives sur les questions d'extrémisme violent au Niger, au Burkina Faso et au Tchad. Le programme cherchera à assurer une coordination active avec les autres acteurs et programmes de Tillabéri, notamment le Programme de cohésion communautaire au Niger (PCCN), le programme Voice4Peace et les organisations Karkara, GIZ, HACP, SDS Niger, Search for Common Ground et locales à but non lucratif.

II. Contenu du projet, justification stratégique et stratégie de mise en œuvre (Annexe du cadre de résultats de plus de 4 pages maximum)

a) Une brève **description du contenu du projet** - en résumé, quels sont les résultats escomptés par le projet et comment vise-t-il à traiter les facteurs d'analyse de conflit décrits dans la section I (doivent être sensibles au sexe et à l'âge).

Mercy Corps Niger et ses partenaires, Cercle Dev et JMED, proposent le programme Youth ACT, doté d'un budget de 1,5 million de dollars et d'une durée de 18 mois, qui contribuera à renforcer la cohésion et la stabilité sociales grâce à un soutien socio-économique et à des processus de consolidation de la paix interethnique centrés sur les jeunes. Par l'intermédiaire de Youth ACT, 2 500 jeunes âgés de 15 à 29 ans (1 000 jeunes femmes et 1 500 jeunes hommes), 300 hommes et femmes adultes, 200 dirigeants locaux, 100 décideurs au niveau régional ou communal et parties prenantes de la société civile, et 50 dirigeants nationaux (total bénéficiaires) développeront et dirigeront des interventions d'intérêt direct et immédiat pour le processus de consolidation de la paix. Pour ce faire, Youth ACT mettra en œuvre des activités dans le cadre de trois résultats principaux:

1) **Les jeunes issus de divers groupes ethniques dans 30 villages renforcent leur engagement social et économique positif au sein des communautés.** Les activités correspondant à ce résultat développeront des compétences essentielles et des compétences en leadership, encourageront un engagement positif dans les communautés et soutiendront les aspirations économiques personnelles des jeunes, organisées en deux volets: (1) Associations de jeunes hommes et de femmes: les activités des associations de jeunes soutiendront les jeunes hommes et femmes 15-29 ans pour améliorer leurs perspectives économiques et contribuer au développement socio-économique de leurs communautés. Le programme travaillera avec des groupes préexistants dans la mesure du possible et en créera de nouveaux lorsque les groupes n'existent pas encore. Sur la base de l'expérience passée, nous nous attendons à ce que les associations préexistantes et spécifiques aux jeunes dans la zone cible soient principalement masculines. Celles-ci se présentent souvent sous la forme de fada traditionnel, qui a suscité une image négative ces dernières années, car ils sont parfois associés à des activités illicites. Par ailleurs, bien que les associations de femmes soient courantes, elles ont tendance à être dominées par les femmes âgées qui ont le temps et les ressources nécessaires pour participer. Pour toucher efficacement les jeunes hommes, le programme cherchera à renforcer les capacités des associations de fada ou d'autres associations de jeunes hommes. Dans le cas des jeunes femmes, il sollicitera l'aide d'associations de femmes préexistantes tout en organisant de nouvelles associations ou sous-groupes exclusifs au groupe d'âge du programme ; (2) Espaces sécurisés pour les adolescentes et groupes de masculinité

positive des jeunes hommes: Mercy Corps a déjà mis en place avec succès des activités pour des adolescents et des garçons plus jeunes au Niger dans le but d'améliorer leur confiance en soi et leur bien-être psychosocial. à ce moment critique de la vie où commencent souvent les transitions comme le mariage, l'achèvement des études et de nouveaux moyens de subsistance. Youth ACT créera des structures similaires pour apporter un soutien supplémentaire aux jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 20 ans participant au programme, guidés par un mentor de la communauté.

La composition exacte des groupes à créer ou à renforcer au sein de chaque communauté dépendra des discussions initiales entre le personnel des partenaires de Youth ACT et les membres du comité de pilotage du village (voir la section ciblage des bénéficiaires pour plus d'informations sur ce comité). Le programme cherchera à faire participer des groupes d'ethnies diverses afin d'accroître les interactions entre différents groupes. Une fois formées, les associations de jeunes hommes et femmes bénéficieront d'un renforcement des capacités organisationnelles (définition d'un mandat, gestion de la gouvernance de groupe, collecte de fonds, travail en équipe, etc.), tandis que les jeunes hommes et femmes impliqués dans des espaces sûrs et des groupes de masculinité positive participeront à des activités telles que des sessions sur les compétences en leadership, l'alphabétisation ou les loisirs partagés basées sur une version modifiée / simplifiée des programmes de formation antérieurs de Mercy Corps. Alors que les espaces sécurisés et les groupes de masculinité positive bénéficieront d'un mentor permanent pour diriger les activités, toutes les associations se verront attribuer un point focal pour jeunes adultes (30 à 40 ans) qui servira de ressource pour le groupe, participant ou dirigeant certaines activités aussi jouer un rôle de mentor sous la direction du personnel du programme. Lors de leur création, les associations de jeunes seront guidées par des méthodologies de conception centrée sur l'homme (HCD) afin d'identifier leurs aspirations économiques, et le personnel du programme sollicitera des idées d'activités telles que la formation professionnelle, les initiatives entrepreneuriales à petite échelle ou les systèmes d'épargne et de prêt susceptibles d'être soutenus. par le programme, en fonction des opportunités disponibles dans la communauté et aboutissant à un ensemble de plans d'action personnels et de groupe. Au sein de leurs groupes, tous les jeunes participant à ce résultat prendront part à une série de discussions bimensuelles dirigées par Cercle Dev qui les introduira à des sujets tels que la violence sexiste, leurs droits et leurs responsabilités en tant que citoyens, les concepts de stéréotypes et discrimination et droits de l'homme. Enfin, le programme financera le plan d'action de chaque association en vue de participer à des activités de développement économique des membres du groupe et de petits projets communautaires.

2) Des jeunes hommes et femmes diversifiés font entendre leur voix au niveau communautaire, en s'associant avec les dirigeants de la société civile, de la localité et du gouvernement. Les activités du résultat 2 forment le fondement des aspects gouvernance et voix de l'approche de consolidation de la paix de Youth ACT, en dotant les jeunes de la capacité de participer et de faciliter un dialogue productif, en particulier au niveau communautaire. Le résultat 2 consiste à combiner mentorat et formation de médiateurs pour jeunes et à faciliter l'entrée des jeunes dans les structures décisionnelles de la communauté. Cercle Dev formera 120 médiateurs de jeunesse de diverses ethnies (au moins 30% de femmes) sur les thèmes de la communication non violente, de la médiation et de la négociation. Le programme identifiera et formera également 120 mentors à la recherche de jeunes adultes de 30 ans et plus activement engagés dans leurs communautés. Les mentors seront du même sexe que les mentorés. Parallèlement à ces activités de formation et de mentorat, Youth ACT collaborera avec les dirigeants de la communauté pour identifier les structures de gouvernance locales et garantir aux jeunes un rôle leur permettant d'accroître leur influence dans la prise de décision locale. La sensibilisation des dirigeants communautaires inclura une sensibilisation du personnel du programme sur les avantages d'inclure les jeunes dans la prise de décision. Les jeunes médiateurs

/ mentorés aideront également à organiser des assemblées publiques où toute la communauté des jeunes pourra exprimer leurs besoins et participeront ensemble à des forums de partage de leçons et de prévention de la violence.

3) Diverses actions de soutien à la jeunesse pour la consolidation de la paix entre différents groupes à tous les niveaux de gouvernance. Enfin, le programme soutiendra l'influence des jeunes dans la gouvernance, en renforçant leur rôle dans la formation d'un consensus local et en renforçant leur plaidoyer en faveur de la planification de la paix aux niveaux communal, régional et national. Pour y parvenir, 60 jeunes leaders (au moins 20% de jeunes femmes) seront sélectionnés pour recevoir une formation organisée par JMED et incluant la participation des autorités locales, des organisations de la société civile (OSC) et des leaders de la consolidation de la paix sur le plaidoyer, la gouvernance et la consolidation de la paix. Le programme cherchera à amener les femmes dirigeantes à parler aux jeunes pendant cette formation, afin qu'elles puissent partager leurs expériences en tant que modèles pour les jeunes femmes. Après la formation, les animateurs de jeunesse organiseront des sessions au sein de leur communauté pour créer des plans d'action pour la paix, qui seront informés des résultats du processus de cartographie des conflits mis en place au début du programme. Une fois les plans finalisés, les jeunes les partageront avec les représentants des gouvernements communaux et des donateurs internationaux afin de plaider en faveur de leur inclusion dans la planification communale. Les jeunes leaders participeront également à des forums d'apprentissage aux niveaux régional et national pour défendre leurs besoins et en apprendre davantage sur la gouvernance à ces niveaux. Enfin, le résultat 3 comprend des activités de sensibilisation à la consolidation de la paix impliquant des jeunes de la communauté plus large - y compris des membres d'associations de jeunes du résultat 1 et des médiateurs du résultat 2 - pour planifier des campagnes de paix interethniques et des caravanes qui promeuvent des messages de paix par le biais de divers médias. La Haute Commission de l'Information et des Nouvelles Technologies du Niger (HCNTIC) a été sollicitée pour collaborer sur un volet médias sociaux. Cette activité sensibilisera l'ensemble de la communauté aux avantages de la collaboration entre ethnies et mettra en lumière les contributions positives des jeunes dans leurs communautés.

a) **Cadre de résultats du projet**, décrivant tous les résultats, produits, activités, indicateurs de progrès, niveaux de référence et objectifs (doit être sensible au sexe et à l'âge). Utilisez l'annexe B; pas besoin de fournir un récit supplémentaire ici.

b) **Fournissez une "théorie du changement"** au niveau du projet - c'est-à-dire comment vous attendez-vous à ce que ces interventions produisent des résultats et pourquoi ces interventions ont-elles été sélectionnées? Précisez si l'une de ces interventions est particulièrement risquée.

La théorie du changement du programme est la suivante: **SI** divers jeunes hommes et femmes originaires de villages de Tillabéri où le risque de **VE** et de conflits interethniques est accru deviennent de plus en plus engagés sur le plan économique, social et social **ET** des plates-formes et des mécanismes sont créés et / ou renforcés pour soutenir la consolidation de la paix inclusive et les processus de développement **ET** les jeunes et les communautés défendent leurs intérêts et leurs préoccupations à tous les niveaux de gouvernement, **ALORS** que la cohésion sociale s'améliorera, que la vulnérabilité des jeunes face à la violence et à l'extrémisme diminuera et que les communautés deviendront plus résilientes aux tendances des conflits dans la région.

Comme indiqué dans l'analyse du conflit, la région de Tillabéri est confrontée à de nombreux problèmes pour le maintien de la paix et de la cohésion sociale au sein des communautés et entre

celles-ci. Les relations entre les groupes se détériorent à mesure que les activités de VEO se multiplient et que les conflits sur les ressources naturelles et les moyens de subsistance s'intensifient, tandis qu'au sein des communautés, l'inclusion des questions économiques, sociales et politiques fait défaut. Dans le même temps, des forums d'échange, allant des marchés aux structures de gouvernance en fonctionnement, sont menacés. Dans ce contexte, les jeunes ont le potentiel de contribuer ou d'empêcher les progrès vers une stabilité accrue. Youth ACT fonde son approche sur le principe que les jeunes qui se voient offrir davantage d'opportunités économiques et estiment avoir un rôle positif à jouer dans leurs communautés seront moins enclins à se livrer à la violence. Travaillant avec les jeunes comme acteurs du changement, le programme soutiendra un dialogue accru et une culture de la non-violence en tant que moyen de renforcer la résilience au recrutement de VEO et à d'autres sources de conflit - cette approche est corroborée par les conclusions de notre étude VRAI selon lesquelles les communautés voient le potentiel de ces solutions. types d'interactions pour réduire la vulnérabilité à VEO et les tendances d'instabilité plus larges. En réunissant des jeunes de différentes communautés et en les associant au renforcement de la gouvernance, en encourageant les interactions positives entre groupes ethniques et en soutenant la coopération de l'ensemble de la communauté pour la consolidation de la paix et les objectifs de développement, le programme reconstruira la cohésion sociale qui a traditionnellement maintenu la stabilité dans la région.

- a) **Stratégie de mise en œuvre du projet** - expliquez **comment** le projet mènera les activités pour garantir la réalisation la plus efficace des résultats, y compris la justification des zones géographiques, les critères de sélection des bénéficiaires, le calendrier des différentes activités, la cohérence entre les résultats et toute autre information relative à l'approche de mise en œuvre (doit être sensible au genre et à l'âge). Il n'est pas nécessaire de répéter tous les résultats et activités du cadre de résultats.

Stratégie globale et cohérence entre les activités: Youth ACT est guidé dans son approche de la mise en œuvre par le cadre CATALYZE de Mercy Corps, une méthode de mobilisation en huit étapes qui aide les communautés à identifier et à organiser leurs priorités, à sécuriser leurs ressources, à mettre en œuvre leurs projets et à influencer leurs dirigeants. Le cadre définit notre approche de mise en œuvre depuis le démarrage jusqu'à la clôture: Étapes (1) Se préparer à la mobilisation et (2) Organiser ensemble: Au cours de la phase de démarrage du programme, Mercy Corps et ses partenaires tiendront des réunions initiales avec des responsables des départements et des communes pour expliquer le programme. et comprendre toutes les préoccupations. Ensuite, l'outil de sélection de village VRAI (VST) sera utilisé pour collecter des informations sur une zone géographique définie avec l'apport de ces autorités. Les résultats de VST informeront le ciblage final des villages considérés comme étant les plus vulnérables au recrutement de VEO, tandis que le processus facilitera les premiers contacts avec les communautés. Youth ACT lancera également un processus itératif consistant à organiser des réunions préliminaires et à établir des relations avec différentes parties prenantes de la communauté, telles que le gouvernement local, les chefs traditionnels et confessionnels, les comités de la paix, etc. Des protocoles d'entente seront conclus avec des acteurs gouvernementaux clés. Étapes (3) Évaluer ensemble les besoins, (4) Prioriser les besoins ensemble et (5) Planifier des actions ensemble: Youth ACT engagera les communautés dans des processus participatifs à plusieurs moments du programme pour évaluer et hiérarchiser les besoins et planifier les actions. Au début de la mise en œuvre, une cartographie des conflits au sein de la communauté et dirigée par les communautés et les jeunes engagera un large éventail de membres de la communauté à analyser les défis de la paix dans leur communauté. Les méthodes HCD seront utilisées pour aider les groupes de jeunes à élaborer des plans d'action individuels et collectifs, tandis que les jeunes exprimeront leurs besoins dans les mairies du Résultat 2, tandis que les plans de paix du Résultat 3 identifieront des points de consensus dans la communauté au sens large pour agir dans le domaine de la prévention des conflits.

Étape (6) Agir ensemble: Après l'identification des besoins et le processus de planification, les activités correspondant à chacun des trois résultats seront séquencées pour s'appuyer les unes sur les autres au cours des 18 mois de mise en œuvre du programme. Les activités du Résultat 1 fourniront aux jeunes une base de compétences en leadership et en organisation. Les activités du Résultat 2 faciliteront la capacité des jeunes et leur offriront la possibilité de participer aux structures de prise de décisions locales; et le résultat 3 leur donnera un rôle de leader dans la défense de la paix et la sensibilisation. La série d'activités favorisera l'établissement de nouveaux liens sociaux entre les jeunes et entre ceux-ci et la communauté au sens large, et les engagera dans un dialogue visant à traiter les points de division. Étapes (7) Surveiller et apprendre ensemble et (8) Déterminer les prochaines étapes ensemble: Le programme procédera à un suivi participatif à différentes étapes pour impliquer les jeunes dans la mise en œuvre du programme et solliciter un retour d'information. À la fin du programme, les réunions de clôture créeront un espace de réflexion et de planification pour les besoins futurs.

Justification des zones géographiques: le consortium prévoit de mettre en œuvre le programme dans la région de Tillabéri, où il possède une expérience et une base de connaissances contextuelles tirées des travaux de Mercy Corps dans le cadre de VRAI et de la programmation passée et présente. Compte tenu de la dégradation de la sécurité et de l'activité accrue de VEO, Tillabéri est une priorité pour ce type de programmation. VRAI VST contribuera en outre à cibler les villages vulnérables au recrutement de VEO. Au cours de la phase pilote de l'outil, Mercy Corps a reçu un retour positif des autorités sur l'utilisation de l'outil de ciblage, car il confère une plus grande transparence au processus de sélection des villages.

Critères et ciblage des bénéficiaires: Pour gérer la sélection des bénéficiaires, un comité de pilotage villageois sera formé à la suite de la sélection du village avec les commentaires des dirigeants de la communauté, ses membres validés par la communauté pour garantir la transparence et le transfert des principes de Do No Harm. Ce comité sera composé de dirigeants de la communauté (y compris de femmes leaders et de membres de comités de paix de village), ainsi que de jeunes volontaires hommes et femmes (au moins 60% de jeunes, de cultures diverses). Il sera responsable de la sélection des bénéficiaires du programme et aidera également à organiser certains événements à l'échelle de la communauté tels que l'activité de cartographie des conflits. Les membres du comité effectueront une rotation à mi-parcours du programme pour résoudre les problèmes de motivation / manque de temps et permettre à davantage de jeunes de participer. Le comité aura des contacts réguliers et le soutien de Youth ACT. Pour identifier les bénéficiaires du programme, Youth ACT organisera d'abord des réunions de groupes de discussion avec des jeunes hommes et femmes et des dirigeants communautaires afin de comprendre les différents groupes de jeunes existant dans la communauté et leurs caractéristiques (niveau de revenu, éducation, âge, appartenance ethnique, etc.), afin d'adapter une approche de proximité qui sera utilisée pour générer une liste de participants potentiels. Youth ACT fournira une liste initiale de critères de bénéficiaire au Comité de pilotage du village, qui les expliquera et les validera avec la communauté (critères provisoires ci-dessous). Le comité sélectionnera les bénéficiaires sur la base de ces critères et validera la liste avec Youth ACT et la communauté.

Associations de jeunesse préexistantes Officiel ou officieux Motivation manifeste à participer activement 15-35 ans	Groupe de jeunes recrues individuelles Motivation démonstrative pour la participation active 15-35 ans	Jeunes médiateurs Motivation manifeste pour la participation active Empathique, impartial, bon communicateur 15-35 ans	Mentors médiateurs Références positives Conscient des préoccupations en matière de protection et de harcèlement sexuel et adhère à ces préoccupations 30 ans et plus Empathique, impartial, bon communicateur	Jeunes leaders Motivation manifeste pour la participation active Rôles de leadership passés 15-35 ans
---	---	--	--	---

III. Gestion de projet et coordination (4 pages maximum)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires d'exécution** - Répertoriez les organisations bénéficiaires directes et leurs partenaires d'exécution (internationaux et locaux), en spécifiant l'organisme de coordination, qui coordonnera le projet et fournit une brève justification des choix, en fonction du mandat, de l'expérience, des connaissances locales -comment et capacité existante.

Mercy Corps, l'organisation destinataire et organisatrice directe, est une organisation humanitaire et de développement de premier plan qui s'emploie à créer des communautés sûres, productives et justes dans plus de 40 pays du monde. Mercy Corps opère au Niger depuis 2005, mettant en œuvre des projets pour faire face aux crises humanitaires, améliorer la sécurité alimentaire, autonomiser les adolescentes et accroître leur résilience. Il cumule près de 20 ans d'expérience cumulée dans les régions frontalières du Mali et du Niger, menant des recherches très pertinentes, s'attaquant aux facteurs de conflit chez les jeunes à risque, promouvant le rôle des femmes dans la gouvernance et la consolidation de la paix et renforçant la résilience à la sécurité alimentaire. La valeur ajoutée de Mercy Corps est d'assurer la qualité générale des programmes, de faire en sorte que tous les niveaux de gouvernement et les parties prenantes au niveau national s'engagent pleinement et de renforcer la capacité des deux organisations partenaires de recevoir et de gérer efficacement une quantité importante de fonds de donateurs. Mercy Corps fournit une assistance technique aux niveaux national et mondial, un apprentissage interrégional et national et une large diffusion des travaux et des résultats des partenariats conjoints pour atteindre les résultats.

Cercle Dev est une organisation nigérienne créée en 2014 et qui a piloté de nouvelles approches pour la mobilisation de la communauté pour le développement local. L'organisation a pour mission de créer les conditions d'un développement novateur fondé sur la mobilisation des ressources et des capacités locales. En se concentrant sur la jeunesse, Cercle Dev encourage une culture de volontariat et de citoyenneté. Il vise à promouvoir une éducation et une formation professionnelle de qualité, un dialogue constructif et les valeurs de paix, de non-violence, de citoyenneté et de démocratie. L'organisation opère dans toutes les régions du Niger avec des fonds provenant de divers donateurs nationaux et internationaux, en partenariat avec le gouvernement national et d'autres organisations à but non lucratif locales. Cercle Dev a un bureau central à Niamey avec son directeur exécutif et son personnel de soutien, dont le personnel est basé à Tillabéri.

JMED contribue au développement socio-économique du Niger en offrant aux jeunes des options viables pour des moyens de subsistance durables et pour engendrer le respect des droits de l'homme, en particulier pour les jeunes, les enfants et les migrants. Il est spécialisé dans la sensibilisation des jeunes sur les risques de la migration et facilite les forums publics et le plaidoyer avec diverses parties prenantes afin de discuter de questions fondées sur les droits des migrants de

retour. JMED travaille au niveau national avec des antennes régionales et a déjà noué un partenariat avec Mercy Corps Niger dans le cadre du programme AMIPA financé par la Commission européenne.

Les deux partenaires locaux travailleront tous deux sur des composantes de mobilisation de la communauté, en séparant leurs efforts par zones géographiques. Ces composantes comprennent: l'entrée dans la communauté, le ciblage, le renforcement des capacités des associations de jeunes, la cartographie des conflits, la médiation et le mentorat des jeunes, les campagnes pour la paix et l'élaboration de plans d'action pour la paix. Avec son expérience dans un dialogue constructif, Cercle Dev sera principalement responsable de la série de discussions avec les groupes de jeunes sous le Résultat 1 et dirigera également des formations sur la médiation au titre du Résultat 2. JMED formera des leaders de la jeunesse au plaidoyer au titre du Résultat 3, Mercy Corps des espaces et des groupes de masculinité positive, supervisent le financement des plans d'action des associations de jeunes et assurent généralement la supervision et le soutien de la mise en œuvre de toutes les activités.

- b) Gestion et coordination du projet** - présenter l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et les rôles, et expliquer quels postes doivent être financés par le projet (en pourcentage). Expliquer les dispositions de coordination et de supervision du projet. Remplissez la liste de contrôle de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet à l'annexe C.

Mercy Corps assurera la gestion financière et la supervision globales du projet et travaillera avec les partenaires pour améliorer leur capacité tout au long de la mise en œuvre. Nous procédons à des évaluations des systèmes financiers et opérationnels de chaque partenaire avant la signature des sous-attributions, afin d'identifier les faiblesses et d'adapter les exigences en matière de sous-attribution afin d'inclure des mécanismes de contrôle supplémentaires, le cas échéant. Le responsable de la conformité aux sous-récompenses basé au siège de Portland rédige toutes les sous-récompenses sur la base d'une connaissance approfondie de la réglementation des donateurs et de l'expérience de Mercy Corps avec les sous-primés dans le monde entier. Au cours de la mise en œuvre, Mercy Corps entretient des contacts étroits avec les sous-lauréats. En cas de mauvaise gestion des fonds, des mesures sont décrites qui doivent être prises en tant que mesure corrective. Si ces mesures ne sont pas prises ou en cas de fraude, de corruption, d'exploitation sexuelle ou d'abus sexuels, l'appui au programme est interrompu et l'accord annulé.

Au niveau de Mercy Corps Niger, l'équipe de mise en œuvre du programme se composera principalement du coordinateur CVE et de la consolidation de la paix (30%), qui supervise un portefeuille de projets de paix et de conflits, et d'un responsable de programme (50%), qui aura la principale autorité sur les projets. le budget et être responsable de la gestion quotidienne. À Tillabéri, un administrateur de programme, un assistant de programme et un assistant de suivi et d'évaluation seront financés à 100% par le programme afin de mener des activités sur le terrain et de travailler avec le personnel de terrain partenaire, et un agent de suivi et d'évaluation sera couvert à 50% par le programme. Les fonds couvriront également un pourcentage du temps des autres agents des niveaux de Niamey et de Tillabéri afin d'assurer la direction générale de Mercy Corps Niger (directeur de pays, directeur de pays adjoint), son administration financière (directeur des finances et de la conformité) et la gestion des activités de jour. soutien logistique, opérationnel et administratif quotidien (pour la liste complète du personnel de soutien, veuillez vous reporter au budget détaillé). Le programme couvrira également une partie du salaire d'un conseiller en genre (10%) et d'un conseiller jeunesse (30%) au niveau de Niamey. Mercy Corps peut faire appel à des

consultants locaux ayant des connaissances particulières dans le domaine de la cohésion sociale ou des conflits pour fournir un soutien pour des projets spécifiques.

Chacun des budgets des partenaires couvrira de la même manière une partie du salaire de leurs directeurs et de leur personnel d'appui. Chaque partenaire engagera un responsable de programme à 100%, et chacun aura un agent de programme et un assistant de programme sur le terrain, couvert à 100%. Le personnel de Mercy Corps Niger assurera régulièrement la planification et la supervision du programme avec les partenaires du bureau de Niamey et collaborera sur le terrain à la mise en œuvre des activités. Les équipes se rencontreront fréquemment pour examiner les leçons apprises et résoudre les problèmes et les difficultés à mesure qu'ils se présenteront.

- c) **Gestion des risques** - évaluer le niveau de risque pour la réussite du projet (faible, moyen et élevé) et fournir une liste des principaux risques spécifiques au projet et la manière dont ils seront gérés, y compris la méthode de mise à jour des risques et d'ajustement du projet. Incluez tous les problèmes Do No Harm et l'atténuation du projet.

Dans l'ensemble, le niveau de risque pour la réussite du projet est faible, compte tenu des connaissances contextuelles et de l'expérience de Mercy Corps et de ses partenaires. Youth ACT mettra en place des mesures pour garantir le respect des pratiques Do No Harm, notamment des méthodes transparentes de sélection des bénéficiaires et la création d'un mécanisme de réponse pour la responsabilité communautaire (CARM). Lors de la première entrée dans la communauté, Youth ACT organisera des assemblées pour expliquer l'utilisation du CARM et les bénéficiaires recevront des informations sur sa position de non-tolérance vis-à-vis de l'exploitation et des abus sexuels. Dans le cadre de ses Normes minimales de gestion de programme, Mercy Corps exige que chaque programme tienne un registre des risques et un journal des problèmes. Le registre ci-dessous est un projet qui sera intégré aux documents de planification de Youth Act et mis à jour tous les trimestres par le consortium.

Risque	Prob.	Impact	Atténuation
Les jeunes qui n'ont pas choisi de participer à certaines activités du programme se sentent exclus, ce qui entraîne des conflits ou de la violence	Faible	Moderé	Le comité directeur du village sera composé d'un groupe représentatif de jeunes et effectuera une rotation à mi-parcours du projet pour permettre à davantage de personnes de participer. Ce comité sera engagé pour superviser le processus de sélection de manière transparente, avec les commentaires de Youth ACT et la participation des dirigeants de la communauté. Youth ACT prévoit également de mettre en place un mécanisme CARM qui sera disponible pour que tous les membres de la communauté puissent enregistrer des plaintes.
Les parents ne sont pas favorables à la participation des adolescentes ou manquent de temps pour participer	Faible	Moderé	Juste avant le début du processus de sélection des bénéficiaires, Youth ACT organisera des discussions animées avec les membres de la famille des femmes afin de prendre part au programme, afin d'expliquer les avantages de leur participation à la famille et de répondre à leurs préoccupations. Au cours de programmes et de recherches antérieurs au Niger, nous avons constaté qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'accroître la participation des femmes et de réduire leur charge de travail, car cela peut motiver les membres du ménage à réorganiser la répartition de la main-d'œuvre. Nous veillerons également à ce que les lieux de réunion pour les activités, y compris les jeunes femmes, soient situés dans des lieux sûrs, non loin de chez eux.
Les jeunes des groupes nomades ne peuvent pas participer aux activités toute l'année	Moderé	Moderé	Youth ACT considère que la participation de ces jeunes est essentielle compte tenu de son objectif de cohésion sociale entre les groupes ethniques. Le calendrier des mouvements pendant les périodes de transhumance étant assez bien connu, la manière d'adapter la participation de ces populations sera un sujet de discussion avec les communautés lors de leur entrée dans la communauté.

Augmentation de la violence et de l'instabilité, localisée ou plus répandue	Élevé	Moyen	L'acceptation des programmes et des activités par les communautés est la principale stratégie de gestion de la sécurité. Nous gérons également de manière proactive la sécurité des équipes en étant bien informés des risques pour la sécurité et en adaptant la stratégie au contexte, tout en veillant à ce que les membres de l'équipe soient recrutés au sein des communautés locales. Si la violence ou l'instabilité se produit et ne peut pas être maîtrisée pendant un certain temps, Mercy Corps et ses partenaires retarderont leurs activités et se concentreront sur les niveaux régional et / ou national, le cas échéant, jusqu'à ce que les activités sur le terrain puissent reprendre.
Résistance des aînés de la communauté à la participation des jeunes à la prise de décision	Faible	Moyen	Mercy Corps a mené des consultations approfondies avec les dirigeants de la communauté et les jeunes lors de la conception de ce programme et d'autres, et garantira l'adhésion des dirigeants de la communauté aux activités proposées lors de leur entrée dans la communauté. Les activités du programme favoriseront l'acceptation et le soutien des dirigeants communautaires pour la participation et la contribution des jeunes à la cohésion sociale, à la paix et à la gouvernance communautaire globale.
Les acteurs armés se sentent menacés par les messages anti-violence et cherchent à entraver les activités	Faible	Élevé	Youth ACT collaborera étroitement avec divers acteurs politiques et de consolidation de la paix pour obtenir leur soutien aux activités, et nous nous appuyerons autant que nécessaire sur ces relations pour obtenir le soutien d'acteurs armés pour notre programme. Nous rédigerons avec soin les messages de communication et participerons pleinement aux activités du programme axées sur la participation positive des jeunes à la consolidation de la paix et éviterons les groupes armés hostiles.
Préoccupations concernant la protection des droits des jeunes femmes ou hommes participant au programme	Faible	Élevé	Tous les membres de la communauté recevront des informations sur l'existence de la politique de non-tolérance de CARM et de Youth ACT en matière d'exploitation et d'abus sexuels. Les critères de sélection des adultes travaillant avec des jeunes ou des adolescents plus âgés travaillant avec des jeunes comme mentors ou à un autre titre comprendront une vérification des références et les mentors seront clairement informés sur le sujet lors de leur formation initiale. Le personnel de Mercy Corps doit également recevoir une formation sur ces sujets, et Mercy Corps sensibilisera le personnel des organisations partenaires sur ce sujet.

d) Suivi et évaluation - Quelle sera l'approche de S & E pour le projet, y compris l'expertise en S & E de l'équipe de projet et les principaux moyens et calendrier de collecte des données? Incluez une ventilation du budget de suivi et d'évaluation que le projet met de côté, y compris pour la collecte des données de base et finales pour les indicateurs et l'évaluation indépendante, ainsi qu'un calendrier approximatif de suivi et d'évaluation.

Assurez-vous qu'au moins 5 à 7% du budget du projet est réservé aux activités de S & E.

Démarrage (trimestre 1): dès le début du programme, un plan de S & E complet sera élaboré / validé (cadre logique, plan d'indicateurs, tableau de suivi des performances des indicateurs, feuille de comptage des bénéficiaires et feuille de gestion des plaintes). Youth ACT organisera une réunion de lancement du suivi et évaluation avec les partenaires et les équipes de programme dans le but de garantir une compréhension commune du système de suivi et évaluation, ainsi que des points de décision clés concernant la base / le résultat final (y compris l'approche et la méthodologie d'échantillonnage). **Évaluation initiale et collecte de données (trimestre 1):** le programme collectera des informations sur l'état initial des communautés, principalement par le biais de l'application du VRAI VST et de la mise en œuvre de l'étude de base. VRAI VST comprend un ensemble de critères de vulnérabilité et de résilience, utilisés par un comité de parties prenantes de la communauté pour évaluer leurs communautés d'origine, ce qui donne un score composite utilisé pour classer tous les villages prenant part à l'exercice de ciblage. Sur la base des résultats de ce classement, la nécessité de collecter des données supplémentaires au niveau du village à l'aide d'une suite d'outils participatifs (quantitatifs et qualitatifs) pour collecter des informations supplémentaires et affiner la sélection sera déterminée. Les données collectées dans le cadre de ce processus fourniront une première vue d'ensemble des principaux indicateurs relatifs à la cohésion sociale et à la vulnérabilité au recrutement par les VEO dans les villages sélectionnés. Ensuite, une étude de base sera réalisée pour collecter des données sur les indicateurs du cadre de

résultats. Certains indicateurs ont été adaptés à partir de l'indice de cohésion sociale de Mercy Corps, qui suit les niveaux de confiance, les interactions, les avantages de la coopération, la tolérance avec la diversité / différence, l'action collective et l'inclusion sociale. **Suivi continu et réflexion (trimestres 2 à 5):** L'équipe de suivi et d'évaluation de Mercy Corps sera responsable du suivi continu des résultats du programme, de l'examen régulier des enseignements tirés et de l'assurance qualité des données. Mercy Corps, avec ses partenaires, identifiera et formera des équipes locales de collecte de données (principalement des jeunes hommes et femmes) issues des communautés où nous travaillons, afin de nous assurer que le leadership de la mise en œuvre appartient aux jeunes. Les données des indicateurs de production seront collectées et communiquées tous les trimestres, et une évaluation de la qualité des données aura lieu à mi-parcours du programme au troisième trimestre. La base de données TolaData de Mercy Corps sera utilisée pour stocker les données et les preuves rassemblées et les partenaires d'exécution auront accès à la plate-forme. L'équipe de suivi-évaluation tiendra des réunions trimestrielles pour réfléchir aux données avec Mercy Corps, ses partenaires et, à certains moments, avec les bénéficiaires du programme - ce qui permettra à l'équipe de solliciter activement leur contribution à la mise en œuvre du programme. **Evaluation finale et finale du programme (trimestre 6):** Après la fin des activités, Youth ACT réalisera la collecte de données finale sur les indicateurs finaux. Un évaluateur externe sera engagé pour compléter ces informations par une collecte de données qualitatives et effectuera un examen de la documentation du programme. Youth ACT partagera la série d'outils d'évaluation participative VRAI avec l'évaluateur s'il est jugé avantageux de collecter des données de comparaison avec l'application initiale de ces outils au début du programme.

- e) **Stratégie de sortie / durabilité du projet** - Expliquez brièvement la stratégie de sortie du projet pour que le projet puisse être clôturé à la fin du projet, soit par des mesures de durabilité, des accords avec d'autres donateurs pour un financement complémentaire ou des activités qui ne pas besoin d'un soutien supplémentaire. Si un soutien d'autres donateurs est attendu, expliquez ce que le projet fera pour essayer d'assurer ce soutien dès le début.

La méthodologie de mobilisation communautaire CATALYZE appliquée à la mise en œuvre dans le cadre des trois résultats du programme augmentera la durabilité du programme dès le départ en impliquant les membres de la communauté et un large éventail de parties prenantes dans la recherche de solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Bien que des fonds pour les activités de suivi d'autres donateurs ne soient pas prévus au départ, Youth ACT cherchera à signer des protocoles d'accord avec des agences gouvernementales telles que le HACP et le ministère de la Jeunesse et des Sports, et à mettre en contact des associations de jeunes pour soutenir des organisations telles que le Conseil National de la jeunesse du Niger. Les composantes de renforcement des capacités du programme et leur action de plaidoyer fourniront également aux jeunes des outils et des idées pour rechercher de nouveaux financements pour leurs activités. L'équipe du programme Youth ACT mènera de manière proactive des discussions avec les jeunes de leurs différentes associations et groupes à mi-parcours du programme sur un plan de durabilité de leurs activités. Pour faciliter la fin de la transition du programme, l'équipe organisera des réunions de clôture et des réflexions sur les leçons apprises avec les associations de jeunes, les mentors, les leaders communautaires et les partenaires d'exécution. La conclusion rapide des activités du programme sera assurée par une planification du travail régulière et minutieuse tout au long de la mise en œuvre, ainsi que par la création d'un plan de clôture de 90 jours.

- f) **Budget du projet**

Veillez fournir une brève justification du budget proposé, en soulignant les choix spécifiques qui ont sous-tendu la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les déplacements ou tout autre soutien indirect du projet, afin de démontrer la rentabilité pour le projet. Le budget proposé pour tous les projets doit inclure des fonds pour une évaluation indépendante. Le budget proposé pour les projets impliquant des bénéficiaires directs autres que les Nations Unies doit inclure des fonds pour un audit indépendant.

Dotation en personnel (24%): Mercy Corps ne compte recruter qu'un seul directeur expatrié à plein temps pour ce programme et tous les autres postes à plein temps. La mise en œuvre sera effectuée en majorité par deux organisations partenaires locales, toutes dotées de personnel local. Ceci est essentiel pour Mercy Corps et fait partie de notre mission consistant à impliquer les individus des zones cibles, ce qui constitue également un point de départ pour la confiance de la communauté et pour la promotion d'une mise en œuvre efficace sur le terrain. En outre, la majorité du personnel et des partenaires seront basés ou vivront déjà dans les zones où nous mettons en place d'autres solutions, ce qui permet de renforcer la confiance et de renforcer les relations. Mercy Corps et ses partenaires disposent déjà de tout le personnel nécessaire à l'appui et les bureaux sont fonctionnels, ce qui facilite la dotation en personnel et le partage des coûts. Il est important de noter que Mercy Corps a un personnel de base chargé des programmes et des opérations / finances, ainsi que du suivi et de l'évaluation, qui est chargé de soutenir et de conseiller les partenaires locaux afin de garantir le renforcement des capacités et la qualité. Le personnel international de Mercy Corps n'est budgétisé que pour de très faibles pourcentages, ce qui permettra un apprentissage efficace entre les programmes / pays, ainsi qu'une supervision et un suivi globaux.

Coûts opérationnels (8%): Mercy Corps et nos partenaires mettront en œuvre un certain nombre de stratégies visant à optimiser le rapport qualité-prix tout au long de la vie du programme, par exemple pour minimiser les achats d'équipements et d'actifs et pour hiérarchiser les achats locaux. L'équipe de mise en œuvre dispose déjà d'un certain nombre d'actifs partagés qui contribueront au succès de la mise en œuvre du projet. Dans tous les cas, les achats locaux seront fondés sur un processus d'achat transparent et rigoureux dans lequel le prix est une considération primordiale. De plus, Mercy Corps et ses partenaires possèdent des bureaux de programmation et des bureaux extérieurs répartis dans toutes les zones cibles, ce qui nous permettra de partager les coûts liés aux opérations entre plusieurs projets. Nous utilisons une politique d'allocation des coûts basée sur le nombre d'effectifs affectés à chaque projet dans chaque bureau afin d'affecter les coûts de manière équitable à tous les projets. Nos systèmes existants et notre expérience dans ce domaine signifient également que nous pouvons minimiser le temps de démarrage pouvant être consacré à la configuration du bureau. Enfin, Mercy Corps limitera les dépenses à celles indispensables à la mise en œuvre du programme et obligera les partenaires à respecter les mêmes considérations rigoureuses d'optimisation des ressources. Les dépenses des partenaires seront examinées de près et soumises à la même rigueur que les dépenses de Mercy Corps. Elles comprendront un suivi régulier des partenaires, une assistance et une assistance technique.

Aide indirecte au projet: nous avons appliqué au projet un taux de coûts indirects de 7%, soit le niveau d'aide typique de notre programmation financée par l'ONU. Les coûts indirects vont au support global de Mercy Corps en tant qu'organisation internationale, couvrant les salaires du personnel technique du siège, pour donner des conseils sur la mise en œuvre du programme et assurer une gestion de qualité du programme. Il couvre également diverses fonctions de soutien, telles que le développement, l'application et la révision régulières des politiques de gestion des risques (liées par exemple à la corruption et à l'exploitation et aux abus sexuels) et la gestion financière de qualité.

Suivi et évaluation: le suivi et l'évaluation étant un élément essentiel du succès de notre programme, nous avons réservé 7% du budget pour les dépenses de suivi et d'évaluation. Les activités de suivi et d'évaluation comprennent l'évaluation initiale, finale et externe, ainsi que le suivi régulier et participatif. Le responsable du suivi et de l'évaluation de Mercy Corps, basé à Niamey, veille à la qualité de la mise en œuvre des activités de suivi et d'évaluation du programme et examine et développe le plan complet de suivi et d'évaluation. Le personnel de suivi et d'évaluation de JMED et de Cercle Dev sera en outre couvert en partie par le programme. Une vérification financière finale externe a été budgétisée à 5 000 dollars et l'évaluation finale du programme à 20 000 dollars.

Sexe (42%): Le programme cherche à répondre aux besoins spécifiques des jeunes garçons et filles de tous âges et de tous sexes. À cette fin, nous avons inclus des espaces sûrs et des groupes de masculinité positive pour répondre aux besoins des adolescents et des adolescentes plus jeunes. Nous avons budgétisé et ciblerons 40% de nos activités de l'association de jeunes en faveur des adolescentes. Pour les activités de leadership et de médiation des jeunes, nous visons 20% de jeunes femmes. Un financement a également été prévu pour l'élaboration de programmes d'études, dont une partie visera à faire en sorte que notre travail avec les associations de jeunes et les animateurs / médiateurs de jeunesse soit sensible au genre.

Partenaires (39%): En tant que partenaires de mise en œuvre ayant une expérience préalable sur le terrain et une expertise en mobilisation de la communauté, Cercle Dev et JMED recevront 39% du budget total du projet. Ceci est conforme à la philosophie de Mercy Corps concernant notre travail avec des partenaires locaux, qui cherche à renforcer leur expérience dans la conception et la mise en œuvre de programmes par le biais de leur rôle important dans notre programmation. Tout au long de la mise en œuvre, nous fournirons des conseils, renforcerons les capacités et veillerons à une gestion appropriée du financement.

Remarque: Mercy Corps confirme qu'aucun fonds du projet ne sera affecté à notre entité à but lucratif située au Kirghizistan.

Remplissez les deux tableaux de l'**annexe D** du budget Excel.

Annexe A.1: Arrangements administratifs du projet pour les organisations bénéficiaires de l'ONU

(Cette section utilise un libellé standard - veuillez ne pas l'enlever)

Le bureau du MPTF du PNUD sert d'agent administratif (AA) du FBP et est responsable de la réception des contributions des donateurs, du transfert des fonds aux organisations des Nations Unies bénéficiaires, de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de leur soumission au PBSO. les donateurs PBF. En tant qu'agent administratif du FBP, le bureau du MPTF transfère des fonds à la RUNOS sur la base du protocole d'accord signé entre chaque RUNO et le bureau du MPTF.

Fonctions AA

Au nom des organisations bénéficiaires, et conformément au "Protocole sur l'agent administratif des fonds fiduciaires multidonateurs et des programmes communs, et des fonds uniques de l'ONU" approuvé par le GNUD (2008), le bureau du MPTF, en sa qualité d'animateur AA du FBP:

- Décaisser les fonds à chacun des RUNO conformément aux instructions du PBSO. L'organisme d'assurance-qualité effectuera normalement chaque versement dans un délai de trois (3) à cinq (5) jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le formulaire de soumission et le document de projet pertinents signés par tous les participants concernés;
- consolider les états financiers (annuel et final), sur la base des soumissions fournies à l'AA par RUNOS et fournir les rapports d'avancement consolidés annuels du PBF aux donateurs et au PBSO;
- Procéder à la clôture opérationnelle et financière du projet dans le système de bureau du MPTF une fois l'achèvement terminé par la RUNO. Un projet sera considéré comme opérationnel sur présentation d'un rapport narratif final commun. Pour que le bureau du MPTF puisse clôturer financièrement un projet, chaque RUNO doit rembourser un solde non dépensé supérieur à 250 USD, les coûts indirects ne doivent pas dépasser 7% et le dépôt d'un état financier final certifié par le siège des organisations bénéficiaires.);
- Distribuer des fonds à une RUNO pour toute extension de coûts que le PBSO peut décider conformément aux règles et réglementations relatives au FBP.

Responsabilité, transparence et rapports des organismes des Nations Unies bénéficiaires

Les organismes des Nations Unies bénéficiaires assumeront l'entière responsabilité des programmes et des finances pour les fonds qui leur seront versés par l'agent administratif. Ces fonds seront administrés par chaque RUNO conformément à ses propres règlements, règles, directives et procédures.

Chaque RUNO créera un compte de grand livre distinct pour la réception et l'administration des fonds versés par l'agent administratif à partir du compte PBF. Ce compte de grand livre distinct doit être géré par chaque RUNO conformément à ses propres règlements, règles, directives et procédures, y compris ceux relatifs aux intérêts. Le compte de grand livre distinct est soumis exclusivement aux procédures d'audit interne et externe définies dans le règlement financier, les règles, les directives et les procédures applicables à la RUNO.

f report	pen	ted by
----------	-----	--------

annual project progress report		ning Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
project progress report	ember	ning Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
project report covering entire project duration	three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	ning Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	mber	ecretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Rapports financiers et calendrier:

Calendrier	Evenement
30 Avril	Rapport Annuel – Rapport dépenses Q4 (Jan. a Dec. de l'année précédente)
<i>Le rapport financier final certifié doit être fourni au plus tard le 30 juin de l'année civile suivant la clôture du projet</i>	

UNEX ouvre également les rapports financiers volontaires des organisations bénéficiaires des Nations Unies aux dates suivantes

31 Juillet	Dépenses volontaires trimestre 2 (Janvier to Juin)
31 Octobre	Dépenses volontaires trimestre 3 (Janvier to Septembre)

Le solde non dépensé supérieur à 250 USD, à la clôture du projet, devra être remboursé et une notification envoyée au bureau du MPTF, au plus tard six mois (30 juin) de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens

La propriété des équipements, fournitures et autres biens financés par le FBP appartient à la RUNO qui exerce les activités. Les questions relatives au transfert de propriété par la RUNO sont déterminées conformément à ses propres politiques et procédures applicables.

Divulgence publique

L'OAFP et l'agent administratif veilleront à ce que les activités du FBP soient divulguées publiquement sur le site Web de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site Web de l'agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

Annexe A.2: Arrangements administratifs du projet pour les organisations non bénéficiaires de l'ONU

(Cette section utilise un libellé standard - veuillez ne pas l'enlever)

Reddition de comptes, transparence et établissement de rapports du bénéficiaire hors organisation des Nations Unies:

Le bénéficiaire, qui n'est pas une organisation des Nations Unies, assumera l'entière responsabilité financière et programmatique des fonds versés par l'agent administratif. Ces fonds seront administrés par chaque bénéficiaire conformément à ses propres règlements, règles, directives et procédures.

Le bénéficiaire, autre que l'Organisation des Nations Unies, sera pleinement responsable de la mise en œuvre de l'activité conformément au descriptif de projet signé;

Dans l'éventualité d'un examen financier, d'un audit ou d'une évaluation recommandée par PBSO, le coût de cette activité devrait être inclus dans le budget du projet;

Assurer une gestion professionnelle de l'activité, y compris la surveillance de la performance et les activités de reporting, conformément aux directives PBSO.

Veiller au respect de la convention de financement et des clauses pertinentes du protocole d'entente relatif aux fonds.

Rapport:

Chaque reçu fournira à l'agent administratif et au PBSO (pour les rapports narratifs uniquement

of report	when	submitted by
Annual project progress report	December	Implementing Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Project progress report	December	Implementing Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Final project report covering entire project duration	Three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Implementing Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF	December	Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

allocation if the context requires it		
---------------------------------------	--	--

Rapports financiers et calendriers

Calendrier	Evenement
28 Fevrier	Rapport annuel – rapporter les dépenses du 4ème trimestre (Jan. a Dec. de l'annee precedente)
30 Avril	Rapporter les dépenses du premier trimestre (Janvier a Mars)
31 Juillet	Rapporter r les dépenses du deuxième trimestre (Janvier a Juin)
31 Octobre	Rapporter les dépenses du troisième trimestre (Janvier a Septembre)
<i>Rapport financier final certifié à fournir au trimestre suivant la clôture financière du projet</i>	

Le solde non dépensé supérieur à 250 USD à la clôture du projet devrait être remboursé et une notification envoyée à l'agent administratif, au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens

Les questions relatives au transfert de propriété par l'organisation bénéficiaire non bénéficiaire de l'ONU seront déterminées conformément aux politiques et procédures applicables définies par le PBSO.

Divulgence publique

Le PBSO et l'agent administratif veilleront à ce que les activités du FBP soient divulguées publiquement sur le site Web de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site Web de l'agent administratif (<http://www.mptf.undp.org>).

Audit final du projet pour les projets d'organisations non bénéficiaires de l'ONU

Un audit indépendant du projet sera demandé d'ici la fin du projet. Le rapport d'audit doit être joint au rapport de projet final. Le coût de cette activité doit être inclus dans le budget du projet.

Dispositions spéciales concernant le financement du terrorisme

Conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives au terrorisme, y compris les résolutions 1373 (2001) et 1267 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies et les résolutions connexes, les participants sont fermement attachés à la lutte internationale contre le terrorisme, et en particulier contre son financement. De même, toutes les organisations bénéficiaires reconnaissent leur obligation de se conformer à toutes les sanctions applicables imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Chacune des organisations bénéficiaires déploiera tous les efforts raisonnables pour veiller à ce que les fonds qui lui ont été transférés conformément au présent accord ne soient pas utilisés pour fournir un soutien ou une assistance aux personnes ou entités associées au terrorisme désignées par tout régime de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Si, pendant la durée de cet accord, une organisation bénéficiaire détermine qu'il existe des allégations crédibles selon lesquelles les fonds qui lui ont été transférés conformément à cet accord ont été utilisés pour fournir un soutien ou une assistance à des personnes ou entités associées au terrorisme désignées par un Conseil de sécurité et de régime de sanctions des Nations Unies, il en informera aussitôt le responsable de la PBSO,

l'agent administratif et le ou les donateurs et, en consultation avec les donateurs, selon le cas, déterminera une réponse appropriée.

Éligibilité des organisations bénéficiaires non-UN (NUNO):

Afin d'être déclarés éligibles pour recevoir directement des fonds FBP, les NUNO doivent être jugés techniquement, financièrement et juridiquement solides par le FBP et son agent, le Bureau du fonds fiduciaire pour les partenaires multiples (MPTFO). Avant de soumettre un descriptif de projet finalisé, il est de la responsabilité de chaque ONUN de se concerter avec PBSO et MPTFO et de fournir tous les documents nécessaires (voir ci-dessous) démontrant que tous les critères ont été remplis et doivent être déclarés éligibles aux fonds du PBF direct.

Le NUNO doit fournir (en temps voulu, en s'assurant que PBSO et MPTFO ont suffisamment de temps pour examiner l'ensemble) la documentation démontrant que le NUNO:

- A déjà reçu un financement de l'ONU, du PBF ou de l'un des contributeurs au PBF, dans le pays d'exécution du projet
- possède un enregistrement valide en tant qu'organisation à but non lucratif, exonérée d'impôt, ayant une mission à vocation sociale dans le pays où se trouve son siège et dans le pays d'exécution du projet pour la durée de la subvention proposée. (REMARQUE: si l'enregistrement est effectué chaque année dans le pays, l'organisation doit disposer de l'enregistrement actuel et obtenir les renouvellements pour la durée du projet, afin de recevoir des tranches de financement ultérieures)
- Produit un rapport annuel incluant le pays proposé pour la subvention.
- Commander des états financiers vérifiés, disponibles pour les deux dernières années, y compris la lettre d'opinion du vérificateur. Les états financiers doivent inclure l'organisation juridique qui signera l'accord (et supervisera le pays d'exécution, le cas échéant), ainsi que les activités du pays d'exécution. (REMARQUE: s'ils ne sont pas disponibles pour le pays de mise en œuvre du projet proposé, le CSO devra également fournir les deux derniers rapports d'audit pour un audit basé sur un programme ou un projet dans le pays.) La lettre de l'auditeur doit également indiquer si l'auditeur Le cabinet fait partie des cabinets d'audit qualifiés au niveau national.
- Présente un budget annuel dans le pays de mise en œuvre du projet proposé pour les deux années civiles précédentes, qui est au moins le double du budget annualisé recherché par le PBF pour le projet.
- Expérience d'au moins 3 ans dans le pays où la subvention est demandée.
- Fournit une explication claire de la structure juridique de l'OSC, y compris de l'entité spécifique qui conclura l'accord juridique avec le MPTF-O pour le don PBF.

Annex B: Project Results Framework (MUST include sex- and age disaggregated data)

Outcomes	Outputs	Indicators	Means of Verification/ frequency/ collection	Indicator milestones
Outcome 1: Youth across diverse ethnic groups in 30 villages increase their positive social and economic engagement in communities		Outcome Indicator 1 a Percentage of youth who believe the use of violence in support of a social or political cause is never justified (disaggregated by age/sex) Baseline: TBD Target: BL+10%	Baseline, Endline	BL + 10%
		Outcome Indicator 1 b Number and percentage of youth (disaggregated by sex and age) who experience positive interactions with others in the community Baseline: TBD Target: BL+20%	Baseline, Endline	BL+20%
		Outcome Indicator 1c Percentage adults who agree that youth contribute to secure and productive societies (disaggregated by sex/age) Baseline: TBD Target: BL+10%	Baseline, Endline	BL + 10%
	Output 1.1: Community entry facilitated through creation of Village Steering Committee and association/group selection and formation List of activities under this Output: 1. Creation of Village Selection Committee 2. Selection and creation of associations and groups by Village Steering Committee and program staff	Output Indicator 1.1.1 Number of village selection committees created Baseline: 0 Target: 30	Interim and final reports	BL+ 30
		Output Indicator 1.1.2		
		Output Indicator 1.1.3		

	<p>Output 1.2: Youth capacity built in life skills, organizational management, citizenship, and respect for diversity and human rights</p> <p>List of activities under this Output:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Training for youth associations focal points/mentors 2. Training of safe spaces and positive masculinity mentors 3. Training for associations on organizational capacity and leadership 4. Safe spaces and positive masculinity meetings/activities for young women/men including life and leadership skills 5. Weekly or bi-weekly discussion sessions – human rights, gender based violence, citizenship, discrimination, non-violent communication 	<p>Output Indicator 1.2.1 Number of male and female youth actively engaged in young men’s or young women’s associations (disaggregated by sex/age)</p> <p>Baseline: 0 Target: 1,000 young women, 1,500 young men</p>	Interim reports, endline	BL+ 2,500
		<p>Output Indicator 1.2.2 Number of girls and boys aged 15-20 actively engaged in safe spaces and positive masculinity groups (disaggregated by sex)</p> <p>Baseline: 0 Target: 600 young women and 400 young men</p>	Interim reports, endline	BL+ 1,000
		<p>Output Indicator 1.2.3 Number of youth associations trained on organizational capacity</p> <p>Baseline: 0 Target: 120 associations</p>	Interim reports, endline	BL+ 120
		<p>Output Indicator 1.2.4 Number of safe spaces and positive masculinity groups created (disaggregated by organization type)</p> <p>Baseline: 0 Target: 30 safe spaces 20 positive masculinity groups</p>	Interim reports, endline	BL+ 50
	<p>Output 1.3: Youth across ethnic divisions participate in and promote economic and development activities in their communities</p> <p>List of activities under this Output:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Youth creation of personal and group action plans 2. Financial, technical and operational support for implementation of plans 3. Participatory monitoring and follow up with youth and groups 4. The youth participate in the rehabilitation and heat isolation of 	<p>Output Indicator 1.3.1 Number of action plans created</p> <p>Baseline: 0 Target: 120</p>	Interim Reports, Endline	BL+ 120
		<p>Output Indicator 1.3.2 Number of youth training or livelihoods strengthening projects carried out with financial support</p> <p>Baseline: 0 Target: 110</p>	Interim Reports, Endline	BL+ 80
		<p>Output Indicator 1.3.3 Number of community development projects carried out with financial support</p>	Interim Reports, Endline	BL+ 40

	community infrastructure using Cool Roof technology	Baseline:0 Target:40			
Outcome 2: Diverse male and female youth increase their influence at the community level, partnering with civil society, local and government leaders.		Outcome Indicator 2 a Percent of youth indicating that local authorities take their needs and opinions into account (disaggregated by age and sex) Baseline: TBD Target: BL+ 15%	Baseline, Endline	BL + 15%	
		Outcome Indicator 2 b Percent of youth who recognize the benefits of cooperating with conflicting communities. (disaggregated by age and sex) Baseline: TBD Target: BL+15%	Baseline, Endline	BL+15%	
	Output 2.1: Young people access and influence decision-making bodies and share information, resources, and tools to engage and promote systemic changes in the promotion of peace and social cohesion and equality in their communities (on the ground and virtually with HCNICT) List of activities under this Output: 1. Undertake participatory (VRAI) Village Selection Tool 2. Hold meetings/town halls for male and female youth to express their needs to leaders 3. Work with local leaders to identify structures to include youth 4. Youth participation in structures supported by mentors		Output Indicator 2.1.1 Number of decision-making structures with space reserved for participation of youth Baseline: 0 Target: 45	Interim and final reports	BL+ 45
			Output Indicator 2.1.2 Number of meetings/town halls for male and female youth to express their needs to leaders Baseline: 0 Target: 30	Interim and final reports	BL+ 30
			Output Indicator 2.1.3 Number of initiatives undertaken by local decision-making structures that directly respond to the development or security needs of youth Baseline: 0 Target: TBD	Interim reports	TBD
			Output Indicator 2.2.1 Number and percentage of youth leaders (disaggregated by sex and age) who report increased capacity to engage negotiation and violence prevention with local stakeholders Baseline: 0 Target: 120, 80%	Interim reports	BL+ 120, 80%
			Output Indicator 2.2.2		
	Output 2.2: Youth leaders trained in mediation, negotiation and non-violent communication List of activities under this Output: 1. Identify and train 120 male and female youth in mediation and negotiation				

	2. Information and lesson sharing forums for youth mediators	Number of Baseline: Target:		
		Output Indicator 2.2.3 Baseline: Target:		
	Output 2.3: Local young adult leaders mentor youth in their efforts to promote sustained peace and dialogue between different groups in their communities	Output Indicator 2.3.1 Number of local leaders (disaggregated by sex) identified, trained and engaged with mentees Baseline: 0 Target: 120	Interim and final report	BL+120
	List of activities under this Output: 1. Identify and train mentors 2. Link youth to community mentors 3. Mentors monitor growth and development of mentees	Output Indicator 2.3.2 Number of youth mentored by local leaders (disaggregated by sex and age) Baseline: 0 Target: 120	Interim and final report	BL+ 120 (at least 30% female)
		Output Indicator 2.3.3 Baseline: Target:		
Outcome 3: Diverse youth carry out actions for peacebuilding between different groups at the commune, regional and national levels		Outcome Indicator 3 a % of youth (disaggregated by sex/age) who believe they have influence within their community Baseline: TBD Target: BL+20%	Baseline, Endline	BL + 20%
		Outcome Indicator 3 b Percent of people who believe community planning addresses peace and conflict concerns (disaggregated by sex/age) Baseline: TBD Target: BL+ 20%	Baseline, Endline	BL + 20%
		Outcome Indicator 3 c Percentage of youth leaders indicating the success of at least one advocating action (disaggregated by sex/age) Baseline: NA Target: 75%	Endline	75%
		Output Indicator 3.1.1	Quarterly report	BL+ 30

	<p>Output 3.1 : Youth lead and participate in commune, department and regional forums (at least 12 forum/assemblies), as well as advocacy meetings at the regional and national level (at least 2 meetings), to share lessons and plans with key decision-makers and civil society stakeholders, linking with the mediation efforts at the national level.</p>	<p>Number of community meetings held to share results of youth projects Baseline: 0 Target: 30</p>		
	<p>List of activities under this Output: 1. Share results of community and local association projects at community meetings 2. Youth receive training and information on advocacy from government, peacebuilding and CSO leaders to enhance social cohesion and peacebuilding work at sub-national level 3. Two youth leaders from each community/commune participate in national and regional level learning exchange and advocacy forums</p>	<p>Output Indicator 3.1.2 Number of youth receiving training and information on advocacy (disaggregated by sex/age) Baseline: 0 Target: 60</p>	Quarterly report	BL+ 60 (at least 20% female)
		<p>Output Indicator 1.1.3 Number of decision makers and civil society stakeholders reached by lessons shared meetings Baseline:0 Target: 100</p>	Quarterly report	BL+ 100
	<p>Output 3.2: Youth and leaders together across communities and communes, develop community action plans that feed into the commune plans, to promote peace and tolerance</p>	<p>Output Indicator 3.2.1 Number of community mapping processes carried out Baseline: 0 Target: 30</p>	Interim report, final report	BL+ 30
	<p>List of activities under this Output: 1. Undertake youth-led conflict mapping with community members 2. Develop or enhance 30 community peace action plans and share out for integration in local planning 3. Link plans and youth leaders to other civil society stakeholders and organizations and private stakeholders for plan rollout</p>	<p>Output Indicator 3.2.2 Number of community action plans developed, promoted and implemented to promote peace and tolerance Baseline: 0 Target: 30</p>	Interim report, final report	BL+ 30
		<p>Output Indicator 3.2.3 Number of commune plans fed by community action plans Baseline:0</p>	Interim report	BL+ 20

	4. Monitor and continue to build capacity of youth and associations to promote action plans	Target:20		
	<p>Output 3.3: Youth promote messages (with support of HCNTIC) across social media, events, radio, print, etc. on best practices on the societal issues that prevent societal cohesion and sustainable development.</p> <p>List of activities under this Output:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Support youth to plan inter-ethnic peace campaigns using a wide variety of media including technology in 30 communities 2. Support youth to implement and evaluate peace campaigns in conjunction with technical expertise from HCNTIC (ANSI) 	<p>Output Indicator 3.3.1 Number of people reached or have received peace building messages through media and events (disaggregated by type of media/events) Baseline: 0 Target: 3,000</p>	TBD depending on type of media – can be reported in interim/final reports	BL + 3,000

Annexe C: Liste de contrôle de l'état de préparation du projet

Question	Yes	No	Comment
1. Tous les partenaires d'exécution ont-ils été identifiés?	X		
2. Les termes de référence du personnel clé du projet ont-ils été finalisés et prêts à être annoncés?	X		
3. 3. Les sites du projet ont-ils été identifiés?		X	Voir l'explication du ciblage à l'aide de l'outil de sélection de village VRAI.
4. Les communautés locales et les bureaux gouvernementaux ont-ils été consultés / sensibilisés sur l'existence du projet?	X		Nos partenaires ont contacté certains acteurs sur le terrain à Tillabéri, par exemple des associations de jeunes. Nous avons également établi des contacts avec les communautés lors de la mise à l'essai de VRAI VST
5. Une analyse / identification préliminaire des leçons apprises / des activités existantes a-t-elle été réalisée?	X		
6. Les critères de bénéficiaire ont-ils été identifiés?	X		Sera développé plus avant lors du démarrage et de l'entrée dans la communauté.
7. Des accords ont-ils été conclus avec les homologues gouvernementaux concernés concernant les sites les approches et la contribution du gouvernement pour la mise en œuvre du projet?	X		Nous préparons actuellement un protocole d'entente avec le Bureau de l'information et de la technologie (ANSI) du président concernant la composante de sensibilisation de la communauté à la paix et aux médias sociaux; nous avons le soutien et la coordination avec HACP. Mercy Corps, Cercle Dev, JMED ont tous des liens étroits avec les organes de gouvernance locaux /

			communautaires, ainsi qu'avec les structures communales et régionales.
8. Des dispositions claires ont-elles été prises concernant l'approche de mise en œuvre du projet entre les organisations bénéficiaires du projet?	X		En plus de participer aux processus de conception avec nos partenaires dès le début (y compris des discussions sur la gestion du programme et la répartition des responsabilités), nous leur avons communiqué le document de proposition en français pour solliciter leurs commentaires et avons signé des accords de partenariat qui définissent clairement les rôles. et responsabilités.
9. Quelles autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que la mise en œuvre effective du projet puisse commencer et combien de temps cela prendra-t-il?	N/A		Nous devons signer des sous-conventions avec nos partenaires locaux, ce qui peut prendre jusqu'à un mois compte tenu des exigences administratives. Nous avons déjà entamé le processus d'évaluation financière et opérationnelle des sous-bénéficiaires afin d'aider à définir les termes des sous-sous-catégories. Nous devons également organiser des réunions de lancement avec les sous-bénéficiaires.